

La culture prise en otage par la propagande du maréchal El-Sissi

Depuis l'arrivée d'Abdel Fattah El-Sissi à la tête de l'Égypte, les artistes sont pris pour cible. Emprisonnement, pression économique et régulation de la liberté de création, l'atmosphère devient plus en plus pénible. La seule solution reste l'exil.

Le premier geste de Zakia, 60 ans, en rentrant du travail et d'allumer la télévision et de s'asseoir face à un mosalsal, ces feuilletons à l'eau de rose très populaires dans le monde arabe. Pourtant depuis plusieurs mois, quelque chose cloche. « *Je ne regarde plus les séries égyptiennes.* » dit-elle avec aplomb. « *À part faire de la propagande pour le régime, ils ne font plus rien.* ». Depuis deux ans en Égypte, les cartes de la production télévisuelle ont été redistribuées, ne laissant aucune place aux institutions non-étatiques. Aujourd'hui, le monopole est aux mains d'une entreprise, EMG, esclave du pouvoir du maréchal Abdel Fattah Al-Sissi, président égyptien depuis son coup d'État en 2013. Apologie de l'armée, acclamation du pouvoir en place, les séries, tout comme la culture au sens large, sont devenues le nouvel atout d'une présidence en recherche perpétuelle de contrôle, interdisant de ce fait tout ce qui n'entre pas dans le discours national. Ceux qui ne jouent pas le jeu se retrouvent privés d'antenne.

L'étau se resserre

Abdel Fattah El-Sissi, qui était un novice en politique avant son coup d'État, sait ce qu'il fait. Cette tension est le fait d'une stratégie bien ficelée et pensée méthodiquement par le *raïs*, où la culture est l'entité à abattre, ou plutôt à réguler massivement. Lors de rassemblements, le maréchal a émis alors son souhait de réformer l'ensemble de la production culturelle égyptienne en affirmant, que « *ces anciennes pratiques pourraient nuire à l'image du pays.* ». « *Pour le gouvernement, tout acte qui va à l'encontre de sa ligne stricte est considéré comme une menace potentielle à l'ordre de la nation, voire comme terroriste.* », affirme l'Institut Tahrir pour la politique au Moyen Orient. Abdel Fattah El-Sissi s'est confectionné un arsenal législatif afin de légaliser ses dérives autoritaires. « *Aucune loi n'attaque directement la liberté d'expression. Les autorités jouent de ce flou législatif pour ainsi interdire tout ce qui leur plaît.* », ajoute l'ONG égyptienne.

Dernier épisode en date? « *La catastrophe culturelle du Ramadan 2019* », ironise Joseph Fahim, critique cinéma. Sur les habituelles trente séries que l'on peut voir sur l'ensemble de la télévision, seulement 18 ont vu le jour, quasiment toutes produites par EGM. « *Une première* » tiens à souligner le spécialiste. Rien n'échappe au gouvernement, qui rend de plus en plus compliqué de créer librement. « *Les auteurs ou producteurs indépendants sont dos au mur. Les autorités égyptiennes ne cessent de créer des corps intermédiaires qui ont la censure facile.* », admet-il. S'ajoute le financement étranger, lui aussi criminalisé par le gouvernement.

La criminalisation de la fiction

Ahmed Nagi s'est installé sur la côte Ouest des États-Unis, près de Las Vegas. Cet auteur égyptien exilé se retrouve à des milliers de kilomètres de son pays de naissance, « *pour avoir écrit* » lâche-t-il. En 2016, il écope de deux ans d'emprisonnement dans une affaire retentissante, accusé d'avoir porté atteinte aux bonnes mœurs. Deux ans plus tôt, il publie dans un quotidien égyptien un extrait de son roman *Using Life*. Un lecteur, choqué par les scènes d'amour et les allusions à la drogue, saisit la justice. Le procureur réclame la peine maximale. « *Mon éditeur et moi pensions que c'était une farce tant cela semblait disproportionné* », se remémore l'auteur. « *On ne parle pas d'un essai politique mais d'un roman fictionnel qui dépeint une réelle facette de la jeunesse* ». L'écrivain perd son procès et se retrouve en prison. Le monde est ébahi : l'Égypte vient d'emprisonner son premier auteur de fiction. Une vaste campagne menée par l'ONG américaine Pen America débute pour faire libérer Ahmed Nagi. « *Cette affaire nous a permis de comprendre à quelle point la situation en Égypte était en train de changer. Ce ne sont plus les journalistes que l'on emprisonne, mais toute personne qui exprime un avis qui va à l'encontre du récit national* » affirme l'organisation.

Ahmed Nagi n'est pas le seul à s'être attiré les foudres de l'État. L'écrivain de renommée mondiale, Alaa El Aswany, enchaîne les poursuites judiciaires, si bien que l'exil fut la seule solution

pour continuer d'écrire. Depuis son appartement new-yorkais, l'auteur de *L'immeuble Yacoubian* a reçu la notification d'une énième poursuite : le parquet général militaire l'accuse d'«*insultes envers le président, les forces armées et les institutions judiciaires égyptiens*». « *On me poursuit parce que je témoigne de ce que j'ai vu et de ce que j'ai vécu* », affirme-t-il dans une interview à l'association les Nouveaux Dissidents. Il ajoute craindre pour ses proches vivants toujours en Égypte. « *Tout est permis contre les opposants au régime !* ».

S'installer dans les habitudes des Égyptiens

En l'espace de six ans, l'atmosphère n'a jamais été aussi compliquée pour les artistes. Pourtant, l'Égypte n'en est pas à son premier dictateur. « *Ce régime est le plus oppressif que le pays ait connu. Même Gamal Abdel Nasser était plus clément !* », s'insurge le critique égyptien. Il ajoute : « *Tous les secteurs sont étouffés, mais il est vrai que Sissi s'adonne à restreindre la culture drastiquement* ». Cette obsession chronique vient de la chute du régime précédent. En 2011, le monde arabe vit au rythme des révolutions arabes. Après 30 ans de régime et plusieurs semaines de fortes mobilisations, Hosni Mubarak est poussé vers la sortie. « *Il a perdu de son autorité parce qu'il a autorisé une forme d'émergence de la liberté d'expression.* », explique Ahmed Nagi. L'ancien président laissait paraître quelques livres ou articles qui critiquaient son pouvoir pour laisser transparaître un simulacre de démocratie. « *Abdel Fattah El-Sissi est persuadé que c'est cela qui a mené Mubarak à sa perte. Il a donc décidé de faire autrement* », ajoute l'auteur. Le contrôle de la culture apparaît comme une évidence pour le chef militaire. « *Depuis toujours, l'art a été un mode d'expression politique* », dit le politologue François Burgat. « *La répression s'est "logiquement" déplacée sur ce terrain* ». Mais ce qui a poussé le *raïs* a emprunté cette route, c'est bien le lien qu'entretient le peuple avec son patrimoine culturel. D'après l'étude « *Le divertissement au Moyen Orient* », menée par l'université de Doha sur 1000 Égyptiens, 99% d'entre eux consomment uniquement la télévision et les films de leur pays. La culture devient ainsi un moyen de s'immiscer dans les habitudes des citoyens. « *Sissi veut rééduquer les Égyptiens, et leur inculquer des idées, comme on le ferait à un enfant. Il leur montre ce qui est normal et ce qui ne l'est pas.* » souligne Ahmed Nagi.

De tout cela, Zakia n'en veut pas. Elle éteint la télévision. Elle se passera de séries égyptiennes cette année, « *en espérant que tout redevienne comme avant bientôt* ». Elle ne se fait pas d'illusions : Abdel Fattah El-Sissi est bien parti pour rester, tout comme ses politiques autoritaires.

Donia Ismail